



# **FOURNITURE DE MOBILIER SUITE A LA REHABILITATION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE 169 LOGEMENTS RESIDENCE UNIVERSITAIRE DU PARC A MONTPELLIER**

**Procédure n° 25 090**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Appel d'offres ouvert (Articles. L.2124-1 et s. / art. R. 2124-1 et s. du code de la commande publique)**

Marché à bons de commande sans minimum et avec maximum d'achat

### **Article 1. Les contractants**

#### **1.1. L'administration :**

CROUS de Montpellier - Occitanie  
2, rue Monteil  
CS 85053  
34093 Montpellier cedex 5  
Pouvoir adjudicateur ou autorité compétente :

Madame la Directrice du Crous de Montpellier-Occitanie

#### **1.2. Le titulaire**

A l'issue de la procédure de consultation, l'attributaire sera désigné par l'Administration.

### **Article 2. Objet du marché**

#### **2.1. Définition du marché**

La présente consultation a pour objet la fourniture, la livraison, le montage et l'installation d'un ensemble de mobiliers pour 169 logements étudiants, répartis en 3 bâtiments.

Les prestations et fournitures doivent être conformes aux normes européennes ou aux normes françaises homologuées. L'éventuelle documentation doit être en français.

Les produits et articles concernées par le présent marché sont indiquées au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).  
Le titulaire est tenu de fournir les articles indiqués dans le B.P.U.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans son offre.

## 2.2. Décomposition du marché en lots

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

Marché n°25 090	FOURNITURE DE MOBILIER SUITE A LA REHABILITATION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE 169 LOGEMENTS RESIDENCE UNIVERSITAIRE DU PARC A MONTPELLIER	Montant maxi 300 000 € HT
-----------------	---	------------------------------

## 2.3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## Article 3. Caractéristiques du marché

### 3.1. Nature du marché

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert soumis aux dispositions des articles L.2124-1 et suivants, et articles R. 2124-1 et suivants du code de la commande publique.

Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021.

### 3.2. Durée du marché

Le présent marché est conclu à partir de la notification du marché et ce jusqu'à la fin du délai de garantie.

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

### 3.3. Délai des bons de commande :

Les prestations seront livrées dès lors que l'acheteur en est informé avant par écrit.

Les délais de livraisons ne devront pas respecter le phasage de l'opération.

Le délai de livraison de chaque bon de commande devra être respecté sous peine de pénalité (voir article 6).

En cas de non-exécution dans les délais impartis de la totalité ou d'une partie des prestations définies dans le bon de commande, le CROUS se réserve la possibilité d'annuler le bon de commande sans possibilité d'indemnité pour le titulaire.

### 3.4. Délai de livraison

La fourniture, objet du présent marché, devra être réalisée ou livrée **impérativement** conformément aux dispositions **l'article 2.6 du CCTP**.

### 3.5. Délai d'intervention

Le délai d'intervention est celui qui court entre la notification de la commande et le début de la réalisation de la prestation. Il est indiqué par le prestataire dans le BPU. Le délai d'exécution est celui qui court entre le début de la prestation et la fin de la prestation. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **Article 4. Obligations du titulaire**

### **4.1 Obligation de résultat**

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et de déchargement,
- A livrer et installer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la commande en ce qui concerne leur appellation, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, et transport.

### **4.2 Service de conseil et d'assistance**

Le titulaire est tenu de fournir un service de conseil et d'assistance lors de l'installation.

### **4.3 Transport et distribution**

Le titulaire est tenu de livrer sur le site de livraison de la présente consultation, dans le respect des plages horaires définies avec le site. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

## **Article 5. Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses Annexes :  
Annexe 1 – Bordereau de prix unitaires ;  
Annexe 2 – Fiche de création fournisseur ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ses pièces graphiques;
- Les fiches techniques des mobiliers ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

## **Article 6. Livraison**

### **6.1 Livraison**

Les livraisons seront effectuées aux frais et risques du Titulaire.

Elles doivent être conformes aux bons de commandes. A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- Le nom du fournisseur ;
- La référence du bon de commande ;
- La nature des fournitures livrées ;
- Les quantités des fournitures livrées.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

En cas de retard dans la livraison, le titulaire encours, sans mise en demeure, par jour de retard calendaire constaté, des pénalités calculées selon la formule suivante :  $P = \frac{V \times R}{R_{max}}$  dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations

R = nombre de jours de retard constaté

Rmax= nombre de jours de retard référence

Durée d'exécution du marché	Rmax
=< 2 semaines	8
>2 semaines et =< 2 mois	30
>2 mois et =< 6 mois	100

## 6.2 Montage / installation

Les matériels livrés sont montés et mis en place par le prestataire conformément aux spécificités techniques desdits matériels et dans le respect des normes de sécurité.

Les matériels seront livrés et montés dans chaque logement. Les pièces communes ne sont pas destinées à servir de lieu de stockage.

## 6.3 Vérification et admission

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par le responsable de chacun des sites livrés conformément aux dispositions prévues par les articles 27 du CCAG / FCS.

Si la fourniture est reconnue défectueuse ou non conforme lors de la livraison ou de la mise en service, la livraison est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le titulaire du marché.

Si la fourniture est conforme, la mise en service est effectuée.

A l'issue des opérations de vérification, le CROUS prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve de vices cachés. L'admission du matériel entraîne le transfert de propriété et le point de départ de la garantie.

### 1) **Vérification**

Les opérations de vérification du matériel objet du présent marché auront lieu dans les locaux ci-dessus indiqués; elles seront effectuées par le responsable dudit service dans un délai de 15 jours à dater de la livraison.

Les opérations de vérification consistent à vérifier le bon fonctionnement du matériel, ses performances et sa conformité aux clauses techniques.

### 2) **Admission**

L'admission sera prononcée par le responsable du service destinataire du matériel objet du présent marché dans un délai de 15 jours à compter de la mise en service.

## **Article 7. Garantie**

La garantie générale minimale sur site du matériel est de **2 ans**, conformément aux dispositions de l'article 2.7 du CCTP

## **Article 8. Avance**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Conformément à l'article R193-21 modifié par le Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022, si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

La partie de l'avance correspondante aux travaux sous traités devrait être restituée par le titulaire au CROUS afin d'être versée au sous-traitant.

## **Article 9. Prix**

Les prix s'entendent franco de port, d'emballage et de tous frais d'installation, de montage, de douane, d'assurance et de droits divers.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

## **Article 10. Facturation**

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations objet du marché, en une seule fois après admission du matériel ou par acompte dont la périodicité sera précisée dans le devis, sous réserve de la constatation de la réalisation d'une partie de la prestation par l'utilisateur.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement** sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

### **Mentions obligatoires pour déposer les factures :**

-SIRET du CROUS de Montpellier- Occitanie : **183 400 084 00012**

- Code Service : 1036

CROUS de Montpellier – Occitanie – 2 Rue Monteil - CS 85053 – 34093 Montpellier Cedex 5

Les informations complémentaires concernant Chorus Pro sont disponibles à l'adresse suivante :  
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous- traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement : cf liste affichée sur Chorus ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## **Article 11. Confidentialité**

Le fournisseur s'engage à considérer comme strictement confidentielles, au sens de l'article 5 du CCAG/FCS, et à ne divulguer aucune des informations auxquelles il aura accès (sous forme de documents, de fichiers ou de communications) avant la signature, pendant l'exécution et après l'exécution du présent marché.

Le fournisseur s'engage également à ne faire aucun usage (notamment commercial), même sous forme indirecte des informations auxquelles il aura accès et à ne les transmettre à aucun tiers.

Le fournisseur doit obtenir de ses éventuels sous-traitants que cette clause de confidentialité et non usage leur soit également applicable, et d'une manière générale, à toute personne intervenant sous sa responsabilité dans le cadre du présent marché.

## **Article 12. Assurances**

Jusqu'à la réception définitive, le titulaire dégage la Personne Publique de toute responsabilité en cas de détérioration, de perte, de destruction partielle ou totale des matériels, quelle qu'en soit la cause, hors le cas de faute intentionnelle.

Le montant des garanties couvre l'ensemble des réparations et dommages pouvant être causés par l'usage normal des matériels, y compris les risques d'accidents, d'incendie, dont l'origine peut directement être imputée aux matériels.

Seuls ne sont pas couverts, les réparations et dommages causés par une faute intentionnelle imputable à la Personne Publique.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés le CROUS et/ou au tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution du marché.

Par ailleurs, il doit produire, à toute demande du CROUS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant, et la durée de la garantie.

### **Article 13. Droit – langue – monnaie**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents, en l'occurrence le Tribunal Administratif de Montpellier.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. L'unité monétaire est l'euro.

### **Article 14. Résiliation**

Le marché est résilié de plein droit et plus particulièrement sans indemnité dans les cas suivants :

-soit en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

-soit lorsqu'un retard d'exécution constaté en jours calendaires est égal au nombre de jours maximal de retard (Rmax) tel que défini dans l'article 6.1 du présent document.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire est indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Cette indemnité est égale à 10 % du montant restant dû.

Acceptation du candidat

L'entreprise :

Date, signature et cachet commercial :